

## LE DÉSAVEU...

Le déroulement des élections municipales a donné lieu à de biens curieuses péripéties.

Notre organisation a été publiquement mise en cause par les médias et des dirigeants politiques.

Du côté de l'opposition, on nous aurait accusé *«d'avoir un pied dans les deux camps»*.

Du côté des candidats gouvernementaux *«nous aurions fait le jeu de la droite»*.

La vérité est à la fois plus simple et plus complexe. L'*Union Départementale Force-Ouvrière* est rigoureusement indépendante des partis politiques qu'ils soient de *«gauche»* ou de *«droite»*. Il est faux et diffamatoire de prétendre, comme le font certaines organisations de la C.G.T., que la propagande de telle ou telle liste *«aurait été financée par les cotisations des syndiqués F.O.»*. Il est bien évident que, si une telle campagne se poursuivait, nous serions amenés à déposer plainte en diffamation.

Ce qui, par contre, est vrai et, au demeurant, parfaitement naturel, c'est que de nombreux militants Force-Ouvrière se sont, à titre individuel, engagés dans le combat électoral et, comme il est logique pour une organisation, comme la nôtre, qui compte dans ses rangs, des travailleurs de toutes opinions, nous avons retrouvé des adhérents Force-Ouvrière... pratiquement sur toutes les listes! A ce propos, qu'on me permette de formuler un souhait. Même s'il est probable, que nous n'ayons pas, légalement parlant, la possibilité d'empêcher un candidat de faire état de son appartenance syndicale qui lui appartient en propre, il n'en demeure pas moins qu'il est préférable que nos militants et adhérents, candidats à des élections politiques, s'imposent d'eux-mêmes, une sorte de devoir de réserve en évitant d'utiliser leur appartenance syndicale à des fins électorales.

Mais l'arbre ne doit pas nous cacher la forêt et il faut qu'il soit bien clair que, si notre organisation est indépendante de TOUTES les organisations politiques, elle n'en sombre pas, pour autant, dans cette sorte de démission que l'on nomme apolitisme. Indépendants, certes apolitiques, non!... nous nous réservons le droit de porter jugement, en toute indépendance et en dehors de toute politique partisane, sur tel ou tel aspect de la politique gouvernementale dès lors qu'il semble aller à l'encontre des intérêts du monde ouvrier dont notre syndicalisme a la charge.

Dans le passé, certains avaient déjà tenté de nous condamner au silence au nom de l'apolitisme. Cela ne nous a pas empêché de nous prononcer pour l'indépendance de l'Algérie (CCN d'Amiens 1956) ou pour appeler à voter NON au référendum du Général de Gaulle (congrès confédéral 1969) et, s'agissant de la situation actuelle, pas plus qu'hier, on ne nous fera taire et nous continuerons à affirmer, parce que c'est la vérité, qu'aucun Gouvernement depuis Vichy n'avait osé mettre en œuvre une politique aussi franchement réactionnaire et anti-ouvrière que celle de l'actuel gouvernement Mauroy, Delors, Fiterman. Faut-il rappeler la politique de blocage des salaires décidée en juin 1982 avec son corollaire la suspension scandaleuse (et illégale) des dispositions de la loi du 11 février 1950, le démantèlement de la Sécurité Sociale, la quasi destruction de notre système d'assurance chômage (dans notre région, plus de 50.000 chômeurs brutalement privés de toute ressource) ou, encore, la mise en place des Lois Auroux dont M. Praderie, Chef du Cabinet du Ministre explique aux patrons nantais qu'elles sont destinées à remettre en cause les prérogatives des syndicats. Rappelons également également les projets Savary inspirés du rapport Legrand qui se proposent de remettre en cause le principe constitutionnel de la séparation des Églises et de l'État et qui font l'objet de circulaires d'application

avant même d'avoir été votés par le Parlement. Et, enfin, la dernière déclaration de M. Edmond Hervé qui annonce que le prix de l'essence ne diminuera pas parce que le gouvernement a décidé une taxe supplémentaire de 0,22 par litre d'essence et à partir du 1<sup>er</sup> mai 1983... Bonnes vacances camarades!

Dans ces conditions, les raisons de l'échec électoral des listes d'*Union de la Gauche* sont faciles à trouver et la recherche éperdue de boucs émissaires à un côté dérisoire. La vérité est que le corps électoral a, dans sa majorité, infligé un désaveu à la politique de régression sociale mise en œuvre par les catholiques sociaux qui hantent les allées du pouvoir. Le Gouvernement ferait bien de réfléchir au fait que, nombreux encore, sont les travailleurs qui, obéissant à un vieux réflexe, on finalement voté *Union de la Gauche* alors qu'ils sont en total désaccord avec la politique gouvernementale.

Alors, que signifie cette sorte de consensus «*droite*»-«*gauche*» tendant à ramener l'échec électoral de la politique gouvernementale aux proportions modestes d'un simple «*avertissement*» alors qu'il s'agit, de toute évidence, d'un désaveu franc et massif.

Il est vrai que nous avons, depuis de nombreuses années, assisté à une sorte de perversion du langage politique. C'est ainsi qu'on est passé de la notion de progrès à celle de changement. Il y a effectivement «*changement de cap*», le changement (qui, selon le P.C.F., ne serait pas allé assez loin) s'est traduit dans la vie quotidienne par la mise en place d'une politique de régression sociale tendant à faire supporter aux travailleurs et à eux seuls, le poids de la crise.

Mais, il est vrai qu'à droite ou à gauche, on ne se soucie guère de la classe ouvrière, à laquelle on oppose la notion de «*peuple de gauche*» (ou de «*droite*» quand ce n'est pas les «*masses populaires*» aux contours incertains).

Pourtant, tous ces beaux messieurs de droite ou de gauche feraient bien de faire attention, la classe ouvrière demeure une réalité bien vivante et les travailleurs qui ont - souvent au prix d'une abstention électorale - infligé un échec électoral décisif au gouvernement Mauroy, Delors, Fiterman, ont, finalement, agi avec un sûr instinct de classe.

J'ai entendu Pierre Mauroy déclarer «*qu'on ne passerait pas son temps à voter*». Ce qui semblait vouloir signifier qu'il pourrait continuer sa politique sans soucis électoraux. Sans soucis électoraux, certes, mais... sans soucis? Pierre Mauroy, qui, malgré tout, a un passé de militant ouvrier, ferait bien de faire appel à sa mémoire.

Le bulletin de vote n'est pas la seule arme dont dispose la classe ouvrière. Mais peut-être le Premier Ministre compte-t-il sur les verrous soigneusement tirés par les ministres communistes, qu'il tient tant, si on croit les gazettes, à garder dans son gouvernement. Oui, mais... on l'a vu en d'autres temps, parfois, les verrous sautent. Sans compter que les staliniens ne se sentent définitivement liés par aucun engagement. Pour eux, et, en dernière analyse, seul compte véritablement le lien subordination qui les unit au Kremlin.

Alors, peut-être serait-il plus sage, s'il en est temps encore, de songer à changer de politique.

On peut toujours espérer une victoire du bon sens, mais je ne peux honnêtement dissimuler mon scepticisme, après avoir, le soir du 2<sup>ème</sup> tour, comme tout un chacun, pu observer à *Antenne 2*, devant des journalistes médusés, un Paul Quilès, le visage littéralement déformé par la haine et un Louis Mermaz poursuivant une sorte de rêve intérieur, soliloquant pendant de longues minutes, l'un et l'autre enfermés dans leurs certitudes idéologiques et moins que jamais enclins à sortir de leurs chimères.

De tels hommes sont dangereux!

**Alexandre HÉBERT.**